

Lettre ouverte: les organisations de la société civile et des droits de l'enfant saluent la proposition de la Commission européenne visant à prévenir et combattre les abus sexuels sur les enfants

Le 11 mai, la Commission européenne a publié une proposition de *Règlement établissant des règles pour prévenir et combattre les abus sexuels sur les enfants*. Cette proposition est historique et nécessaire, non seulement pour l'Europe mais aussi pour le monde entier. Une fois adoptée, cette législation pourrait avoir un impact bien au-delà de l'UE et contribuer à faire progresser la lutte contre les abus sexuels sur les enfants au plan mondial, en ligne et hors ligne.

Se concentrant sur la dimension en ligne des abus sexuels sur les enfants, la Commissaire européenne aux Affaires Intérieures, Ylva Johansson, souligne que les signalements d'abus sexuels sur les enfants en ligne ont augmenté de [6000%](#) dans l'UE au cours des dix dernières années seulement. La plupart des images et des victimes restent cachées, leurs abus non vus et non signalés. Mais même la partie émergée de l'iceberg est énorme : le Centre national pour les enfants disparus et exploités ([National Center for Missing and Exploited Children](#)) a reçu près de 85 millions de fichiers contenant du matériel pédopornographique en 2021. L'année précédente, ce nombre était de 65 millions. [Plus de 62% du matériel pédopornographique en ligne dans le monde](#) est hébergé sur des serveurs basés dans l'UE. Il faudra une collaboration entre les citoyens, les institutions, les décideurs politiques, les entreprises technologiques et les organisations à but non lucratif pour s'attaquer à un problème de cette ampleur.

En tant que collectif d'organisations qui luttent pour les droits, la sécurité et la sûreté des enfants en ligne et hors ligne, nous soutenons la proposition de la Commission européenne comme constituant une étape cruciale vers une meilleure protection des droits de l'enfant. La proposition de Règlement présente une vision d'un internet plus responsable où les enfants pourront être libres d'être curieux et d'explorer les espaces en ligne en toute sécurité. Elle vise à garantir que la technologie est développée et utilisée en conformité avec les valeurs de l'Union européenne et dans le respect des droits fondamentaux, en accordant une attention particulière à la protection des enfants.

Les cadres législatifs actuels varient considérablement d'un Etat membre à l'autre. Ils reposent sur des actions volontaires de la part des fournisseurs de services en ligne et ne cherchent pas à résoudre les problèmes qui pourraient survenir à mesure que la technologie et l'attention de la société à son égard évoluent. Le Règlement établit **un cadre harmonisé, contraignant et à l'épreuve du temps**, qui nous permettra de lutter contre

les formes déjà connues et nouvelles d'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que contre la manipulation psychologique à des fins d'exploitation sexuelle, pour les années à venir.

Par conséquent :

- Nous soutenons les **solides garanties** que ce Règlement mettra en place pour s'assurer que les fournisseurs de services en ligne et les technologies utilisées respectent les droits fondamentaux de tous les utilisateurs, y compris des enfants. Entre autres, les technologies devront être évaluées par le Comité européen de la protection des données et ne pourront pas extraire d'autres informations que celles qui sont strictement nécessaires pour détecter les abus. Leur utilisation sera soumise à une mise en balance des droits fondamentaux par une autorité indépendante et tout utilisateur affecté aura le droit à un recours effectif.
- Nous saluons la proposition de l'établissement d'un nouveau **centre indépendant de l'UE chargé des questions d'abus sexuels sur les enfants**, institution indépendante ayant des liens étroits avec l'écosystème existant. Il servira de pilier essentiel à la lutte contre les matériels pédopornographiques en ligne. Des centres similaires existent dans diverses juridictions à travers le monde et ont démontré la valeur de leur action et leur utilité dans la coordination des efforts de lutte contre les abus sexuels sur les enfants. Avec un mandat fort pour assurer l'action déterminée des fournisseurs de services en ligne, pour soutenir les efforts de prévention et pour fournir une réparation cruciale aux victimes, le nouveau centre nécessitera une collaboration soutenue de tous les secteurs dès le départ pour assurer le succès de ses missions. Nous offrirons nos expériences et notre soutien pour aider à sa formation.
- Nous saluons également **l'obligation générale d'évaluer les risques et d'adopter des mesures de prévention** prévue par le règlement proposer, soutenant ainsi la sécurité dès la conception. La création d'un nouveau système de transparence entre la technologie et les utilisateurs favorisera une action significative et mesurable pour lutter contre les abus sexuels sur les enfants.
- Nous avons appris au fil du temps que les actions volontaires ne suffisent pas à résoudre ce problème. En plus de ces efforts, **l'utilisation obligatoire de technologies sûres** ordonnée par une autorité indépendante est une initiative bienvenue pour s'attaquer à ce crime à grande échelle.

Comme pour tout Règlement, il est essentiel d'en régler les détails pour qu'il puisse produire des résultats durables pour les enfants. Nous accueillons favorablement la proposition de la Commission et nous nous réjouissons de travailler avec toutes les parties intéressées afin de partager notre expertise unique pour créer un environnement en ligne plus sûr. Notre réponse coordonnée contre les menaces en ligne pesant sur les enfants est le seul moyen d'inverser le cours de l'exploitation et de l'abus sexuel des enfants en ligne.

Pour plus d'informations ou pour ajouter votre nom et votre organisation à la liste, veuillez contacter emily.slifer@wearethorn.org

THORN 1



Terre des Hommes
International Federation



NSPCC



ChildFund
Alliance



stiftung
digitale-chancen

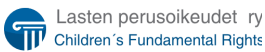


ispcc



CHILD10 RAINN





THE *good* LOBBY



kinder
not
hilfe



be brave france



#stop_sexting Educational Project

5Rights Foundation

AjudAjudar

AMANE Morocco

Arbeitsgemeinschaft Allergiekranke Kind

Astra anti trafficking action

Augusta Associates

Be Brave France

Bund Deutscher Amateurtheater e.V. (BDAT)

Canadian Centre for Child Protection

Cesta z krize

Child Fund Alliance

Child Helpline International

Child Rescue Coalition

Child Safety Line Slovakia

Childnet International

Defence for Children - ECPAT Liberia

Defence for Children - ECPAT Netherlands

Defence for Children International Greece

Different & Equal

Droit d'Enfance (116 000 – Enfants Disparus)

ECPAT Albania

ECPAT Austria

ECPAT Germany

ECPAT International

ECPAT Korea

ECPAT Luxembourg

ECPAT Norway

ECPAT Sweden

ECPAT Türkiye

Eurochild

FAPMI - ECPAT Spain

Foundation Together Albania

Fundacion ANAR

German Deutsches Kinderhilfswerk

Gesellschaft für Medienpädagogik und Kommunikationskultur e.V. (GMK)

Gyerekesély Közhasznú Egyesület (GYERE) Chances for Children Association (CCA)

Hintalovon Child Rights Foundation

Hope for Children

Innocence in Danger e.V.

Instituto de Apoio à Criança

International Centre for Missing and Exploited Children (ICMEC)

International falcon movement socialist educational international (IFM SEI)

International Justice Mission Germany

International Justice Mission: Center to End Online Sexual Exploitation of Children

Internet Watch Foundation

Irish Society for the Prevention of Cruelty to Children (ISPCC)

KARO

Keep Kids Safe Movement

Kindernothilfe e.V.

L'Association Camerounaise pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Enfant (ACPDE)

La Strada International

Lantern Foundation

Lasten perusoikeudet - Children's Fundamental Rights ry

Lightup Norway

Lynn's Warriors

Malta Foundation for the Wellbeing of Society

Marie Collins Foundation

Missing Children 116 000 hotline (Switzerland)

Missing Children Europe

Monique Burr Foundation

Montessori Deutschland

National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC)

National Child Protection Task Force

National Society for the Prevention of Cruelty to Children (NSPCC)

Network for Children's Rights

NGO Magnolia

Operation Light Shine

Patent Association (Patent Patriarchátust Ellenzők Társasága - Hungary)

PFAD Bundesverband der Pflege- und Adoptivfamilien e.V.

Plan&Go

Porfri Barndom (Porn Free Childhood)

PRAKSIS

Professor Abhilash Nair

Protect Children Finland (Suojellaan Lapsia ry)

RAINN

Real Pearl Foundation/Igazgyöngy Alapítvány

Rights4Girls

Roterkeil Deutschland e.V.

Royal Virgin Islands Police Department

Save the Children Romania

SchlussStrich e.V.

Sentinel Foundation

SOLWODI Deutschland e.V.

Sonia Livingstone, LSE

Stiftung Digitale Chancen / Digital Opportunities Foundation Germany

SWGfL

Telefono Azzurro

Terre des Hommes International Federation

The Child 10 Foundation

The Global Partnership and Fund to End Violence Against Children

The Good Lobby

The Jensen Project

The Lucy Faithfull Foundation

The Smile of the Child

Thorn

UK Safer Internet Centre

Vatra Psycho Social Centre

Weisser Ring

WeProtect Global Alliance

Women Against Violence Europe (WAVE)

Women's World Summit Foundation - Children Section

World Vision International